

# · ESPRIT ·

Comprendre le monde qui vient

212, rue Saint-Martin, 75003 Paris

[www.esprit.presse.fr](http://www.esprit.presse.fr)

**Rédaction** : 01 48 04 92 90 - [redaction@esprit.presse.fr](mailto:redaction@esprit.presse.fr)

**Ventes et abonnements** : 03 80 48 95 45 - [abonnement@esprit.presse.fr](mailto:abonnement@esprit.presse.fr)

**Fondée en 1932 par Emmanuel Mounier**

**Directrice de la rédaction** Anne-Lorraine Bujon

**Rédactrice en chef** Anne Dujin

**Rédacteur en chef adjoint** Jonathan Chaliar

**Responsable de la communication** Edouard Chignardet

## **Comité de rédaction**

Joseph Bahout, Françoise Benhamou, Hamit Bozarslan, Sylvie Bressler,  
Fabienne Brugère, François Crémieux, Carole Desbarats, Élise Domenach,

Thierry Fabre, Michaël Fœssel, Antoine Garapon, Joël Hubrecht,  
Annick Jamart, Justine Lacroix, Anne Lafont, Manuel Lafont Rapnouil,  
Emmanuel Laurentin, Guillaume Le Blanc, Nicolas Léger, Michel Marian,

Marie Mendras, Jean-Claude Monod, Hélène Mugnier,  
Véronique Nahoum-Grappe, Bernard Perret, Jean-Pierre Peyroulou,  
Jean-Yves Pranchère, Camille Riquier, Jean-Louis Schlegel, Lucile Schmid

## **Comité d'honneur**

Olivier Abel, Dominique Bourg, Jean-Philippe Domecq,  
Jean-Pierre Dupuy, Alain Ehrenberg, Jean-Marc Ferry, Nicole Gnesotto,  
Dick Howard, Hugues Lagrange, Bernard Manin, Patrick Mignon, Thierry Paquot,  
Joël Roman, Olivier Roy, Jean-Loup Thébaud, Irène Théry,  
Georges Vigarello, Catherine Wihtol de Wenden, Frédéric Worms

# À plusieurs voix

**Le légalisme de la société  
biélorusse**

*Laurent Germain*  
p. 10

**Le Pari chinois  
de Donald Trump**

*Maxime Chervaux*  
p. 13

**Comme un vide  
à l'Intérieur**

*Jérôme Giudicelli*  
p. 16

**Le Pérou  
devant la Covid-19**

*Sylvie Taussig*  
p. 19

**L'envers du masque**

*Franck Cochoy*  
p. 24

**Penser la tragédie  
avec Chestov**

*Juliette Faure*  
p. 28

**La santé du convalescent**

*Aïcha Liviana Messina*  
p. 31

## Le mythe de l'impuissance démocratique

**Introduction**

*Jonathan Chalier  
et Michaël Fæssel*  
p. 38

**Coopérer face à la crise**

*Entretien avec Axel Honneth*  
p. 41

**Les dimensions de la confiance**

*Roberto Frega*  
p. 47

**Anti-démocraties et démocraties  
dans les années 2020**

*Hamit Bozarslan*  
p. 57

**Interminable démocratie**

*Michaël Fæssel*  
p. 69

**La démocratie  
à l'épreuve de l'épidémie**

*Enquête auprès de Didier Fassin,  
Nicolas Henckes, Raphaël Kempf,  
Justine Lacroix, Nicolas Léger,  
Jean-Claude Monod, Florence  
Padovani, Jean-Yves Pranchère,  
Livia Velpry, Pierre A. Vidal-Naquet  
et Laurent Vogel*  
p. 81

# Cultures

**Littérature / Modiano,**  
à la lisière de la ville  
*Entretien avec Régine Robin*  
p. 150

**Cinéma / Tenet**  
de Christopher Nolan  
*Louis Andrieu*  
p. 157

**Livres**  
p. 160

**Brèves / En écho**  
p. 183

**Auteurs**  
p. 189

# Varia

Quel régime d'historicité  
pour demain ?  
François Hartog  
aux prises avec *chronos*  
*Olivier Mongin*  
p. 110

Renouer avec le populisme  
*Entretien*  
avec Thomas Frank  
p. 122

Colonisation et migrations :  
une faute de la République ?  
*Christophe Courtin*  
et Roger Folikoué  
p. 133

À qui offrir  
le dernier respirateur ?  
*Matthieu Le Dorze,*  
*Élie Azoulay et Sadek Beloucif*  
p. 140



# LE SUFFRAGE SUR UN FIL

---

Au moment où des millions de citoyens biélorusses descendent dans les rues au péril de leur vie pour exiger des élections libres, la plus ancienne et censément la plus stable des démocraties constitutionnelles modernes, la république des États-Unis d'Amérique, s'achemine dans un chaos grandissant vers une élection à haut risque. Désormais, ce n'est plus seulement l'issue du scrutin du 3 novembre 2020 qui est incertaine, mais sa légitimité même qui menace d'être atteinte.

En raison de la crise sanitaire, la plupart des événements de campagne ont été annulés et, le jour venu, il sera difficile, dans de nombreuses régions encore, de se rendre dans les bureaux de vote. À cela s'ajoute le climat fébrile des manifestations pour la justice raciale, qui réactualisent la question, déjà ancienne aux États-Unis, de la suppression des votes – non au sens où ces suffrages ne seraient pas comptés, mais parce que tout est fait pour décourager certaines catégories d'électeurs, surtout afro-américains, de se rendre aux urnes. Depuis quelques années, en raison de diverses manipulations du Parti républicain, l'une des plus puissantes causes de mobilisation pour les droits civiques dans les années 1960 est redevenue tristement actuelle.

Pris de court par sa chute dans les sondages, Donald Trump est encore monté d'un cran dans la démagogie. Il a multiplié les déclarations infondées sur la fraude massive que permettrait le vote par correspondance, suggéré que les Démocrates détournent des fonds au profit du service postal pour mieux truquer l'élection et mis en garde contre les émeutes que ne manquerait pas de provoquer un résultat serré. Il démontrait une

certaine cohérence dans ses penchants autoritaires, puisqu'il avait déjà salué publiquement les changements constitutionnels qui permettent désormais à Xi Jinping de se maintenir indéfiniment au pouvoir en Chine (« *Nous devrions peut-être essayer aussi...* ») et déclaré que les manœuvres des Démocrates contre lui devraient l'autoriser à briguer un troisième mandat – pourtant strictement interdit par la Constitution. En 2016 déjà, Trump avait semblé tout à la fois contester et confirmer la validité du scrutin : les résultats qui donnaient à Hillary Clinton une avance de 2,8 millions de voix dans le vote populaire étaient d'après lui truqués (mais pas le décompte des grands électeurs !), tandis que les rumeurs d'ingérence russe auraient été fabriquées de toutes pièces.

Que le chef de l'État, garant de l'ordre constitutionnel, sème ainsi le doute sur la validité des procédures démocratiques serait déjà un problème dans des circonstances normales, mais en cette année 2020, aux États-Unis, elles le sont de moins en moins. Valse des conseillers et des ministres, commissions d'enquête et procès en destitution, empoignades avec la presse, épidémie, crise économique, émeutes, incendies... le pays est déstabilisé par une succession d'événements qui creusent les divisions et accentuent encore la polarisation des discours. Toutes les questions y prennent désormais une coloration partisane, qu'il s'agisse du port du masque ou de la réalité du changement climatique. Une vaste théorie de la conspiration, QAnon, reposant sur l'idée que l'*establishment* démocrate et les responsables de « l'État profond » couvrent les agissements d'un réseau mondial de pédophiles, a pris ces derniers mois un essor stupéfiant. Des élus républicains ont semblé y souscrire par des allusions à peine voilées, glissant dans leurs discours des « indices » pour les initiés. Peu importe qu'il n'ait sans doute jamais été aussi difficile, concrètement, de falsifier des résultats électoraux aux États-Unis (contrairement à la situation qui prévaut encore dans tant de pays du monde), il a suffi que le président Trump colporte cette idée pour que les sondages montrent une nette augmentation de la part des électeurs – républicains – qui sont prêts à le croire.

L'enjeu des élections de novembre prochain est donc considérable. Donald Trump, faut-il le rappeler, n'est pas seulement une cause de la crise démocratique que traversent les États-Unis ; il en est le symptôme. La confiance dans le Congrès est au plus bas, et l'échec du procès en destitution n'a rien fait pour en restaurer le crédit. Le financement des

campagnes électorales est en roue libre. L'environnement médiatique est délétère, entre dégradation de la politique en *reality show* et ciblage des électeurs par des algorithmes qui décuplent les effets de l'entre-soi, de l'ingérence électorale ou des fausses informations. Nombre de citoyens américains ont de bonnes raisons aujourd'hui de penser que leur voix n'est pas égale à une autre, qu'ils sont mal représentés et qu'ils ne participent plus vraiment à la décision publique.

**Donald Trump n'est pas seulement une cause de la crise démocratique que traversent les États-Unis ; il en est le symptôme.**

On sait que le rituel électoral ne suffit pas à lui seul à garantir le respect des principes démocratiques, mais pouvait-on imaginer qu'aux États-Unis, là où il a commencé si tôt à prendre des airs de fête populaire, il serait à ce point fragilisé ?

« Partira-t-il ? », se demandent désormais avec angoisse les observateurs, listant les scénarios catastrophes qui verraient Donald Trump refuser de concéder la défaite en novembre, provoquant alors au mieux une crise constitutionnelle, au pire des désordres violents, dont les démonstrations de force de militants armés ces derniers mois ne donnent peut-être qu'un avant-goût. Devant cette inquiétante escalade, certains pourraient ressentir comme un petit fond de joie mauvaise, tant le moralisme et l'hypocrisie des États-Unis ont pu agacer parfois, lorsqu'ils délivraient des leçons de bonne gouvernance aux quatre coins du monde en semblant ignorer leurs propres contradictions. Le mythe de l'exemplarité en a pris un coup. Il suffit pourtant de voir la façon dont le pouvoir erratique de Trump a déjà enhardi ici et là des autocrates de tous bords pour comprendre qu'en des temps aussi troublés, ce qui est mauvais pour la démocratie américaine est, sans conteste, mauvais pour la démocratie dans le monde.

*Esprit*





À  
PLUSIEURS  
VOIX

# LE LÉGALISME DE LA SOCIÉTÉ BIÉLORUSSE

*Laurent Germain*

Alexandre Loukachenko a envisagé son sixième mandat présidentiel le 9 août comme il a appréhendé les précédents depuis 1994 : en se reconduisant dans ses fonctions, à la suite de fraudes massives orchestrées par son administration électorale, secondée par des organes régaliens aux ordres<sup>1</sup>. Mais cette fois, l'autocrate n'a pas mesuré l'usure de son pouvoir, notamment au sein de la génération arrivant à l'âge adulte sans jamais avoir connu d'autre président. Svetlana Tikhanovskaïa, enseignante et épouse d'un blogueur populaire, initialement candidat mais emprisonné, est devenue la candidate du changement, en s'alliant à deux autres femmes représentant deux autres candidats populaires, eux aussi invalidés (un ex-diplomate et un banquier). Les trois femmes ont attiré les foules à leurs meetings dès juillet. Dans les bureaux de vote où la pression citoyenne a été suffisante pour obtenir un décompte de voix transparent, Tikhanovskaïa a obtenu entre 70 et

90 % des suffrages exprimés. Les chiffres officiels, annonçant la large victoire de Loukachenko sans traçabilité par bureau de vote, sont montés de toutes pièces.

Depuis le 9 août, les Biélorusses prennent la rue pour dénoncer le « vol des voix du peuple ». Le régime répond avec une rare brutalité : en une semaine, plus de 10 000 personnes sont arrêtées et exposées à des sévices en détention ; des manifestants sont visés par des tirs à balles réelles ; on dénombre des morts et des disparus. Ces violences ont l'effet inverse de celui escompté : la population sort dans la rue encore plus massivement pour réclamer le départ du tyran et la tenue de nouvelles élections. La société réinvente tout le répertoire des mobilisations populaires, alternant chaînes humaines, manifestations, cortèges de femmes bouquets de fleurs à la main, casserolades, musiques et drapeaux aux fenêtres des immeubles des cités, concerts de klaxons de voitures, assemblées générales et grèves sur le lieu de travail, ou « performances » politico-artistiques sur les places publiques... Les rassemblements dominicaux, tant à Minsk que dans les régions, se sont transformés en véritables marées humaines, sous le drapeau national historique blanc-rouge-blanc, rejeté par le régime en 1995. Pour celles et ceux qui doutaient du bien-fondé de l'indépendance de

1 - Voir Jean-Charles Lallemand, « Biélorussie : Loukachenko s'est offert cinq ans de plus », *Esprit*, mai 2006.

la République depuis 1991, du fait du bilinguisme du pays où l'usage du russe est souvent préféré à celui de la langue biélorusse, cette révolution citoyenne apparaît comme la démonstration grande nature de l'existence du peuple biélorusse en tant que nation politique.

Ces images, qui éveillent l'imaginaire d'une révolution d'un peuple pour sa liberté, ne peuvent faire oublier que manifester son opinion dans un régime tyrannique n'est pas une mince affaire. Cela nécessite de vaincre collectivement le sentiment de peur et d'insécurité qu'entretient à dessein l'arbitraire des répressions. La contestation populaire des fraudes électorales fait écho aux « révolutions de couleurs » en Géorgie ou en Ukraine post-soviétiques. Toutefois, ces pays avaient alors déjà connu plusieurs alternances politiques. En Biélorussie, le verrouillage des institutions et la dureté des répressions ont bloqué la situation. Le registre opératoire de la révolution biélorusse renvoie tout autant aux mobilisations de la fin des régimes communistes, que ce soit la grève générale de Solidarność en Pologne ou les chaînes humaines des pays baltes, autres expériences voisines qui inspirèrent la population aujourd'hui. On ne saurait trop durement lui reprocher de ne pas avoir réussi plus tôt à abattre Loukachenko, tant la marche paraissait

haute à franchir. Depuis vingt-six ans, la dictature se caractérise par les brutalités policières méthodiques contre toute manifestation de protestation par principe non autorisée, les arrestations de tout opposant politique – tantôt pour dix jours de détention administrative, tantôt pour cinq ans d'emprisonnement –, voire l'élimination physique de figures considérées comme gênantes, et ce dès les années 1990. Quant au monde ouvrier des usines d'État glorifié par la phraséologie officielle, il était sommé de produire et de se taire, interdit de se syndiquer librement. La généralisation, pour tous les salariés, du CDD d'un an, reconductible ou non, parachevait la loyauté imposée de chaque individu craignant de perdre son emploi pour activité contestataire. Pareillement, les exclusions d'étudiants des universités pour dissidence politique étaient courantes.

---

**Nous ne pouvons que  
souligner le légalisme de  
la société biélorusse pour  
déjouer l'insécurité créée  
par le régime autoritaire.**

---

Comment passe-t-on en quelques mois d'une situation qui paraît immuable à un basculement révolutionnaire ? Nous ne pouvons que souligner le légalisme de la société

biélorusse pour déjouer l'insécurité créée par le régime autoritaire, qui est le premier à ne pas respecter ses règles.

Au printemps, l'attitude du président niant la circulation de la Covid-19 a accru la défiance, relayée par les réseaux sociaux, et a favorisé l'auto-organisation et le partage d'informations face à la pandémie<sup>2</sup>. En mai, dès le début de la campagne électorale, les Biélorusses ont utilisé la fenêtre ouverte par la procédure légale de signature des parrainages des candidatures pour faire des files d'attente en soutien aux candidats alternatifs. Après le 9 août, c'est par milliers qu'ils ont déposé des plaintes pour contester les fraudes. Svetlana Tikhonovskaïa, qui demandait initialement le recompte des voix, a été obligée de quitter le pays et s'est installée en Lituanie. Elle incarne désormais la nouvelle légitimité et a fait constituer par ses partisans un conseil de coordination représentant l'unité nationale pour négocier la transition. En sont membres des acteurs politiques, associatifs, culturels et économiques tels que Maria Kolesnikova, son alliée de campagne, Svetlana Alexievitch, Prix Nobel de littérature, ou des leaders des comités de grève. Ses membres font l'objet d'une répression ciblée et d'arrestations à partir de mi-août.

2 - Voir Marie Mendras, « Vote populaire par temps d'épidémie », *Esprit*, septembre 2020.

Certains sont expulsés du pays. Kolesnikova est enlevée le 7 septembre par des inconnus. Refusant son expulsion maquillée en fuite, elle est emprisonnée. Loukachenko, qui s'accroche à ses fonctions début septembre, fait arrêter par vagues des journalistes et tente de bloquer la circulation des informations sur Internet, mais il ne fait que déstabiliser le système bancaire et le secteur de l'économie numérique. Il agite les fantasmes d'une agression de la Pologne, pour faire appel à Poutine, qu'il a rencontré à Sochi le 14 septembre, et ajouter au sentiment d'insécurité intérieure, le spectre d'une aliénation de la souveraineté du pays.

La réponse des Biélorusses demeure institutionnaliste. Ils engagent contre leurs députés et élus locaux des procédures révocatoires, prévues par la Constitution sans avoir jamais été mises en œuvre. La grève politique est jugée illégale pour justifier l'arrestation des meneurs ? Les ouvriers engagent la grève du zèle pour appliquer méticuleusement toutes les réglementations et ralentir la production à défaut de l'arrêter. Les travailleurs de tous les secteurs – usines, hôpitaux, gares, universités, écoles, théâtres, télévisions d'État –, les étudiants et les plus grands sportifs se réunissent, prennent la parole et demandent des comptes à leurs supérieurs sur leur participation aux fraudes ou aux violences. Les

dignitaires religieux prennent position et deviennent à leur tour la cible des répressions. Des membres de la police, de l'armée ou du KGB démissionnent en rendant leur badge et leur arme et annoncent publiquement refuser de servir contre le peuple.

Loukachenko s'enferme dans un scénario de rupture avec l'Union européenne et l'Ukraine. Il joue en solo le rapprochement avec la Russie, avec des éléments de langage différents de ceux de Poutine, en s'immisçant dans l'affaire de l'empoisonnement d'Alexeï Navalny, au point de susciter des messages de solidarité de manifestants de Minsk envers l'opposant russe. Le remarquable comportement pacifique des Biélorusses imposera aux futurs dirigeants une conduite responsable. Ils seront désormais tenus de répondre de leurs actes devant la société.

*Le 15 septembre 2020*

## LE PARI CHINOIS DE DONALD TRUMP

*Maxime Chervaux*

Le 22 juillet 2020, les États-Unis ont unilatéralement demandé la fermeture du consulat chinois à Houston. Cette nouvelle étape dans le conflit commercial et politique qui oppose publiquement les États-Unis et la Chine depuis le début de la présidence Trump en janvier 2017 montre la place croissante occupée par la Chine dans la vie politique américaine – même si certains sujets de crispations datent de la présidence Obama, avec des tensions commerciales, les premières condamnations de *hackers* chinois et la fuite de dissidents vers les États-Unis.

Au moment où les électeurs américains s'apprêtent à renouveler une grande partie de leurs représentants, dont le locataire de la Maison Blanche, Donald Trump a décidé de faire de la Chine l'un des thèmes de sa campagne, au même rang que l'immigration et l'insécurité. Cette décision peut paraître surprenante car, traditionnellement, la politique étrangère est rarement une priorité pour les électeurs, qui préfèrent s'attarder sur les questions socio-économiques ou la sécurité. Et, ironiquement, l'ancien conseiller

à la Sécurité nationale John Bolton suggérait que Donald Trump avait au contraire demandé au président chinois de l'aider à se faire réélire.

Mais Donald Trump fait le pari que, en pleine crise sanitaire et économique, et sur fond de tensions internationales accrues, la Chine sera le thème de campagne qui l'emportera sur les autres et qui encouragera les électeurs à se déplacer pour le soutenir en novembre.

## Contre la mondialisation

Les attaques du président contre le gouvernement chinois permettent de réactiver deux postures majeures de sa campagne victorieuse de 2016 : une opposition à la mondialisation qui demeure latente dans l'électorat américain et l'utilisation de la politique étrangère pour se démarquer, par des positions fortes et médiatiques, d'un candidat démocrate jugé trop « faible » pour représenter les États-Unis sur la scène internationale.

Les attaques visant le gouvernement chinois s'inscrivent au cœur d'une dénonciation plus générale d'une mondialisation jugée favorable aux « élites », mais désavantageuse pour le reste des Américains. Ainsi, le mandat de Donald Trump a été marqué par le retrait de l'accord de Paris sur le climat, de plusieurs traités de désarmement hérités de la guerre froide, mais également de l'Unesco, du Comité des

droits de l'homme et, récemment, de l'Organisation mondiale de la santé. Au-delà des mécanismes multilatéraux, qui ont toujours été fraîchement accueillis aux États-Unis (le pays n'a pas adhéré à la Cour pénale internationale ou à la Convention relative aux droits de l'enfant), le président a fait campagne sur une promesse de renégociation des conditions du libre-échange en s'attaquant à ses alliés canadien et européens (« *ces soi-disant alliés [qui] devraient au moins nous traiter équitablement* », a-t-il écrit sur Twitter le 23 juillet 2020), mais également à la Chine, son deuxième partenaire commercial après l'Union européenne.

Le commerce avec la Chine, qui était déficitaire à hauteur de 419,2 milliards en 2018, est présenté comme une preuve que le libre-échange, tel qu'il existe aujourd'hui, est défavorable aux États-Unis. Les accords commerciaux sont donc remis en question. Et les droits de douane imposés par le président Trump ont pour objectif de protéger le marché américain (en apparence du moins), mais également de forcer la Chine à négocier des échanges plus équilibrés (à travers des promesses d'achat de produits américain, d'une ouverture du marché chinois aux entreprises américaines et/ou d'investissements chinois plus importants aux États-Unis). Sur ce sujet, le président a obtenu certains gages en janvier dernier, mais les droits

de douane sont toujours en place et le président continue d'interpeller un gouvernement chinois qui « *ne tient pas ses promesses* ».

Il se positionne ainsi comme un homme fort aux commandes – malgré la réalité de son bilan. En 2016, il accusait la candidate Hillary Clinton de faiblesse face à la Chine, aux pays de l'Otan, au Mexique et à l'Iran – indistinctement coupables d'avoir « profité » des États-Unis sous Obama. Quatre ans plus tard, le président fait le pari que ces attaques porteront contre Joe Biden.

## Un bouc émissaire

Plus flagrant encore, Donald Trump a réussi à faire de la Chine un enjeu de politique intérieure en liant le pays au bien-être des Américains. Cela lui permet de faire porter la responsabilité des problèmes économiques des États-Unis sur la Chine.

---

### Trump fait porter la responsabilité des problèmes économiques des États-Unis sur la Chine.

---

Si les États-Unis traversent une crise économique grave, c'est, selon lui, à cause du « *virus chinois* » (aussi appelé « *kung flu* » durant un meeting à Tulsa en juin 2020). Cette représentation est

très largement relayée par ses soutiens sur les réseaux sociaux, souvent friands de théorie du complot, et encouragés par des élus républicains et des membres du gouvernement, comme le secrétaire d'État Mike Pompeo. Peu importe la gestion calamiteuse de la pandémie par le président : par son origine géographique, la Chine porte la responsabilité du virus et donc de ses conséquences.

Mais la Chine est également accusée de voler les Américains. Au même titre que les *hacks*, les accusations d'espionnage ont véritablement lancé l'affrontement politique entre les deux pays. En s'attaquant à Huawei, la Maison Blanche en a fait le symbole d'un espionnage industriel chinois décrit comme organisé à grande échelle. En 2018, un enseignant de l'université Penn State jugeait ainsi son coût à 320 milliards de dollars par an, au minimum, pour les États-Unis. Si Barack Obama avait tenté de régler cette question diplomatiquement avec Xi Jinping, Donald Trump a fait de l'espionnage chinois un enjeu électoral de premier plan.

Ainsi, selon le président, les Chinois profitent des États-Unis à travers des pratiques commerciales déloyales et le vol des secrets industriels américains – qui mènent à la disparition d'emplois et à une perte économique conséquente. Ce sont d'ailleurs très exactement les mots du porte-parole

du département d'État lorsqu'il a justifié la fermeture du consulat chinois à Houston.

On peut constater les premiers effets de ce pari chinois. Tout d'abord, les deux tiers des électeurs américains perçoivent la Chine négativement à la mi-2020, et jusqu'à 72 % des Républicains. Ce score traduit un bond historique de la méfiance depuis 2018, avec un rebond supplémentaire depuis le début de la crise sanitaire.

Ensuite, la question chinoise s'est immiscée dans les campagnes pour le Sénat et la Chambre des représentants. Des Républicains en difficulté dans des États clés, tels que l'Iowa et le Montana, doivent désormais se défendre de ne pas avoir été assez fermes avec la Chine durant leur mandat. En Alabama et au Kansas, les candidats à l'investiture républicaine pour le Sénat se sont mutuellement accusés de faiblesse face à la Chine, et donc de ne pas être suffisamment en phase avec le président.

Finalement, les élus redoublent d'efforts pour faire vœu de fermeté en public et ainsi se faire connaître des soutiens de Trump, indispensables pour obtenir l'investiture républicaine de 2024. Mike Pompeo et le vice-président Mike Pence ont pris position en faveur des manifestants à Hong Kong et du gouvernement taïwanais. De leur côté, les sénateurs Marco Rubio, Tom Cotton et Josh Hawley

se font entendre sur les Ouïghours, le coronavirus et la technologie numérique chinoise, se créant chacun une « niche » utile sur cette question hautement politique qu'est devenue la Chine dans la vie politique américaine.

## COMME UN VIDE À L'INTÉRIEUR

*Jérôme Giudicelli*

Quelle que soit l'opinion qu'on en a, le quinquennat d'Emmanuel Macron a été marqué par des enjeux d'ordre public aigus : affaire Benalla, mouvement des Gilets jaunes, manifestations contre les ordonnances dites Travail ou la réforme des retraites, restriction des libertés publiques due au coronavirus et, dans une moindre mesure que lors du quinquennat précédent, attentats terroristes. En dépit de ce contexte, le bilan de l'action gouvernementale dans les champs d'intervention traditionnels du ministère de l'Intérieur (sécurité, organisation territoriale, laïcité) est maigre et contestable.

Est en cause en partie l'instabilité des locataires de la Place Beauvau qui n'ont pas su ou voulu s'investir dans la durée. Gérard Collomb, pourtant « faiseur de roi » et ministre d'État, a occupé le poste moins d'un an et demi, décon-



tenancé par l'affaire Benalla et faisant finalement primer ses inquiétudes lyonnaises sur les enjeux nationaux. Christophe Castaner a tenu vingt et un mois. Il a misé sur la communication aux dépens du fond et des valeurs : en annonçant, le 1<sup>er</sup> mai 2019, une fausse invasion par des manifestants de l'hôpital Pitié-Salpêtrière puis en trébuchant, lors d'une conférence de presse en juin dernier, sur la notion absurde de « soupçons avérés » au sujet des faits de racisme dans la police. Avec cet affaiblissement politique, ce sont des hauts fonctionnaires qui ont semblé incarner la compétence et le pouvoir : le secrétaire d'État Laurent Nuñez ou le médiatique préfet de police de Paris Didier Lallement.

Mais au-delà des hommes, c'est sur les politiques publiques qu'il convient de s'arrêter. En matière de sécurité, aucune doctrine claire d'emploi des forces de police ou de gendarmerie n'a été arrêtée. En dépit des violences liées au mouvement des Gilets jaunes, de l'issue tragique de certaines interpellations individuelles, le « schéma national de maintien de l'ordre », si souvent annoncé, n'a fait l'objet ni de débat ni de décision. Demeurent dans les esprits les contradictions d'un ministre sur la technique dite de la clé d'étranglement ou le souvenir cauchemardesque d'une dérégulation de la violence d'État à travers les dérives de M. Benalla. Malgré

les annonces de la campagne présidentielle, MM. Collomb et Castaner n'ont pas su s'inscrire dans la voie médiane de la police de proximité, déployée en son temps par Jean-Pierre Chevènement. La « police du quotidien », mise en place en 2018 dans des « quartiers de reconquête républicaine », s'est limitée à des expérimentations et résumée souvent à des augmentations d'effectifs, avec peu d'effet sur les partenariats locaux en matière de sécurité ou la relation de confiance police-population<sup>1</sup>.

Enfin, que dire des expressions de racisme au sein des forces de l'ordre, sur lesquelles les témoignages issus de l'intérieur même de la police se sont amplifiés dans la presse en juillet dernier<sup>2</sup> ? La Place Beauvau semble opter pour le déni plutôt que d'organiser de manière concertée une opération vérité sur le sujet, destinée à prendre la juste mesure de la situation et à élaborer les actions correctives nécessaires. Un syndicat majeur de la police nationale, affilié à Force ouvrière, a pourtant récemment fait un pas inédit en se montrant ouvert à la discussion sur le sujet.

1 - Voir Isabelle Fernandez, Christophe Korell et Sandra Pizzo, « Entre la police et la population, il faut rebâtir la confiance en partant du terrain », *Le Monde*, 4 juin 2020.

2 - Voir Chloé Pilorget-Rezzouk, « Racisme dans la police : "Ceux qui ont le courage de parler en prennent plein la gueule" », *Libération*, 29 juillet 2020.

En matière d'organisation territoriale, on cherche de même les lignes directrices de l'action gouvernementale. Un pouvoir jupitérien assumé a réalisé l'importance des pouvoirs locaux au fur et à mesure des avanies de l'exercice du pouvoir : Grand Débat issu de la crise des Gilets jaunes, décès dans des conditions choquantes en août 2019 du maire de la petite commune de Signes dans le Var, critique de la centralisation des décisions lors de la crise du coronavirus. La figure du maire, apôtre de la démocratie locale, s'est progressivement imposée comme le contrepoint symétrique et lointain du pouvoir élyséen, donnant lieu à l'adoption en décembre dernier de la modeste loi « Engagement et proximité ». Mais ce diptyque mis à part, et en dépit du profil de grand élu local de Gérard Collomb, le mandat n'a été marqué par aucune pensée ni réforme structurante en matière de décentralisation ou d'articulation entre l'État, les régions, les départements ou les intercommunalités. Une régression historique de la décentralisation a été opérée avec le transfert de l'apprentissage des régions aux branches professionnelles, et d'autres ont été évoquées – sur le non-cumul des mandats ou les compétences des intercommunalités – à l'occasion du Grand Débat, sans suite heureusement. La collectivité européenne d'Alsace sera créée le 1<sup>er</sup> janvier 2021,

mais à l'initiative des élus locaux parvenant à fusionner les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. Morne plaine.

Certes, un projet de loi intitulé « 3D » (pour décentralisation, déconcentration et différenciation) a été lancé il y a plus d'un an. Mais sa gestation est laborieuse et cabote au gré des concertations avec les grandes associations d'élus faisant entendre leurs revendications. La « différenciation », qui se veut adaptation agile des compétences à la particularité de chaque territoire, masque aussi une absence de conviction quant à l'organisation de la République et l'agencement des pouvoirs locaux.

Quant aux cultes et à la laïcité, ils ont été évoqués par un discours tonitruant du chef de l'État en avril 2018 devant la Conférence des évêques de France visant à « *réparer le lien entre l'Église et l'État* ». Le projet de loi contre les « séparatismes », prévoyant l'interdiction du détachement des imams étrangers ou de certains cours facultatifs de langues étrangères à l'école, nourrira probablement les débats les mois prochains. Mais entre un verbe tactique à destination des catholiques et certaines interdictions destinées aux musulmans, on ne décèle pas d'approche constructive et inclusive de la laïcité. Le dialogue avec les cultes ne progresse pas : celui avec les musulmans notamment, qui s'est

construit pas à pas (le dernier étant la relance par le ministère de l'Intérieur à l'automne 2016 de la Fondation de l'Islam de France) et dans la longue durée, semble au point mort.

---

### **Le macronisme est peu préparé aux sujets régaliens.**

---

Alors, pourquoi ces impasses républicaines d'Emmanuel Macron dans les affaires intérieures ? Sans doute parce que le macronisme est originellement un économisme et un technocratisme peu préparés aux sujets régaliens. Parce que l'Intérieur a aussi été confié en début de quinquennat à d'anciens socialistes ayant perdu leur boussole politique. Gérald Darmanin, qui leur a succédé, a beau jeu désormais de combler ce vide par des formules à la fois simplificatrices et stigmatisantes, inspirées de son mentor Nicolas Sarkozy. Cette virevolte de la toupie du « en même temps », ce défaut de ligne claire sur des sujets aussi fondamentaux que la violence légitime, l'enracinement territorial de la démocratie ou les modalités du vivre-ensemble, sont dommageables. Si, dans moins de deux ans, l'extrême droite accédait à nouveau au second tour de l'élection présidentielle, seuls des républicains au clair avec eux-mêmes seront à même de l'affronter.

## **LE PÉROU DEVANT LA COVID-19**

*Sylvie Taussig*

Le 12 août 2020, cinq mois après le décret imposant l'« isolement social obligatoire », le président du Pérou, Martín Vizcarra, a annoncé de nouvelles mesures pour enrayer la Covid-19, dont la contagion s'étend à l'ensemble du territoire (avec 500 000 cas au 13 août et près de 22 000 décès<sup>1</sup>).

### **Immobilisation sociale**

Alors que le premier cas était enregistré le 6 mars, le gouvernement décréta très vite l'isolement social (interdiction de sortir sauf pour les achats alimentaires, pharmaceutiques et énergétiques, fermeture des établissements d'enseignement, des garderies, des activités économiques sauf celles de première nécessité,

1 - Le gouvernement vise la transparence pour le nombre de décès, mais les chiffres sont sous-évalués pour des raisons à la fois sociales et structurelles : les administrations sont débordées, ce qu'on voit notamment dans la disparité des chiffres (entre ceux donnés par chaque région et ceux rapportés, pour la même région, par le ministère de la Santé) ; de façon générale, elles ne contrôlent pas le territoire. Par ailleurs, dans bien des cas, les familles ne déclarent pas la Covid-19 comme cause de décès (entre autres pour pouvoir enterrer leurs morts).

couvre-feu), le tout assorti de l'état d'urgence, valant immobilisation des transports entre les vingt-six régions du Pérou. La fermeture des frontières aériennes, maritimes et terrestres a été décrétée (à l'exception de vols humanitaires, négociés par les chancelleries et au départ de l'aéroport militaire). Les mesures d'urgence sanitaire, dont la fermeture des consultations externes des hôpitaux, ont été accompagnées d'une volonté de venir en aide aux populations les plus démunies, par la suspension des factures d'électricité, la possibilité de libérer des plans d'épargne ou encore la distribution d'un bon (autour de 100 dollars) pour les familles en difficulté critique due à l'interruption de leur activité.

Le Pérou est un pays où l'économie dite informelle (ce terme est critiquable) concerne 70 % des travailleurs et où le revenu moyen est très faible. Il n'y a pas de couverture sociale ni médicale pour la plupart des familles. Les mesures de confinement vigoureuses furent accompagnées d'un authentique effort pour pallier le sous-équipement dramatique des hôpitaux – les chiffres de lits de réanimation (247 pour tout le pays au début de la quarantaine, aujourd'hui autour de 1 600 – un nombre qui ne peut augmenter faute de personnel formé), mais avec des échecs soulignés, comme le retard fatal dans l'envoi de matériel. Ainsi, à Iquitos, la décision

de deux jours d'immobilisation sociale pendant la Semaine sainte provoqua une augmentation forte de la fréquentation des marchés les jours autorisés. De manière générale, les mesures prises à temps n'ont pas eu l'effet escompté.

Le Pérou est un pays « émergent », avec une forte croissance économique, un taux d'endettement très bas, peu d'inflation et une doctrine économique fondée sur l'orthodoxie financière, qui maintient de fortes inégalités et un chômage structurel important. En outre, l'État, qui a peu de recettes fiscales, ne contrôle pas le territoire, réparti en trois zones : la côte, en grande partie désertique, les Andes, en grande partie inhabitables, et l'Amazonie, où la densité de population est aussi très faible et qui, dans certains endroits, est impénétrable, sauf aux populations dites « non rencontrées » ; s'ajoutent les zones de culture et de transformation de la coca, reliées par des avionnettes *ad hoc*, voire des avions, et où les frontières de l'autorité sont brouillées par le phénomène mafieux. L'exode rural massif fait que les populations s'entassent dans des zones de Lima, la capitale (10 millions d'habitants pour 33 millions en tout<sup>2</sup>), rognées sur le désert, dépourvues d'infrastructure et d'accès

**2 - Avec une densité de 25 habitants/km<sup>2</sup>, là où la France a une densité de 118 habitants/km<sup>2</sup>.**

# ABONNEZ-VOUS

Ventes et abonnements : 03 80 48 95 45 - [abonnement@esprit.presse.fr](mailto:abonnement@esprit.presse.fr) - [www.esprit.presse.fr](http://www.esprit.presse.fr)

**100 % NUMÉRIQUE**  
À DURÉE LIBRE



**7,50€**/mois

**INTÉGRAL**  
À DURÉE LIBRE



**12€**/mois

*L'indépendance d'ESPRIT, c'est grâce à vous !*

Une revue comme *Esprit* garde aujourd'hui toute sa place dans un paysage médiatique où l'information en continu et le besoin de spectacle l'emportent trop souvent sur la réflexion et le recul critiques. Nous vivons une époque de mutations profondes, où les mouvements de colère prospèrent, tandis que la démocratie semble partout fragilisée. Forts de nos convictions humanistes, donnons-nous les moyens de comprendre le monde qui vient !

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Courriel : \_\_\_\_\_

Je souscris à un abonnement à partir du mois de : \_\_\_\_\_

Abonnement		Numérique	Intégral
À DURÉE LIBRE	France	7,50 €/mois	12 € / mois
	International	7,50 €/mois	12,85 €/mois
	-25 ans ou demandeurs d'emploi / France	5 €/mois	8 €/mois
	-25 ans ou demandeurs d'emploi / International	5 €/mois	8,85 €/mois
1 AN	France (10 numéros)	84 € <input type="checkbox"/>	130 € <input type="checkbox"/>
	International (10 numéros)	84 € <input type="checkbox"/>	140 € <input type="checkbox"/>
	-25 ans ou demandeurs d'emploi / France (10 numéros)	60 € <input type="checkbox"/>	91 € <input type="checkbox"/>
	-25 ans ou demandeurs d'emploi / International (10 numéros)	60€ <input type="checkbox"/>	101 € <input type="checkbox"/>

Je m'abonne directement sur le site **[www.esprit.presse.fr](http://www.esprit.presse.fr)** en payant par IBAN ou par CB.

Ou ☐ je choisis le paiement par chèque dans le cas d'un abonnement d'un an.

Merci d'envoyer votre bulletin d'abonnement à l'adresse suivante :

**Esprit - Service relations clients - 12, rue du Cap Vert - 21800 Quétigny**

Directrice de la publication  
Anne-Lorraine Bujon

Fabrication : TRANSFAIRE SARL, F-04250 Turriers, 04 92 55 18 14  
[www.transfaire.com](http://www.transfaire.com)

Création de la maquette originale et illustration de couverture : Ip-3 / Olivier Marty

*Publié avec le concours du Centre national du livre*

Dépôt légal septembre 2020 – Commission paritaire 0722 D 81899  
ISSN 0014 0759 – ISBN 978-2-37234-146-2

**n° 468, octobre 2020**

Achévé d'imprimer sur les presses de Corlet Imprimeur  
ZI, rue Maximilien Vox  
Condé-sur-Noireau  
14110 Condé-en-Normandie

N° d'impression : 1911.0445



*Esprit* est membre du réseau des revues européennes *Eurozine* ([www.eurozine.com](http://www.eurozine.com))

© ESPRIT – Sauf pour de courtes citations dans une critique de journal ou de magazine, il est interdit, sans la permission écrite des détenteurs du copyright, de reproduire ou d'utiliser les textes publiés dans cette revue, sous quelque forme que ce soit, par des moyens mécaniques, électroniques ou autres, connus présentement ou qui seraient inventés, y compris la xérographie, la photocopie ou l'enregistrement, de même que les systèmes d'informatique.

En application du Code de la propriété intellectuelle, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).